

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/07/03/le-rejet-des-eaux-de-fukushima-a-l-origine-d-une-penurie-de-sel-et-de-tensions-politiques-en-coree-du-sud_6180342_3244.html

Le rejet des eaux de Fukushima à l'origine d'une pénurie de sel et de tensions politiques en Corée du Sud

Les craintes liées à la pollution provoquent l'inquiétude des pêcheurs de la zone, mais aussi des pays voisins.

Par [Philippe Mesmer](#) (Tokyo, correspondance)

Publié le 03 juillet 2023

L'imminence du rejet dans le Pacifique des eaux contaminées de Fukushima provoque une pénurie de sel en Corée du Sud, où la question a pris une tournure éminemment politique. Face à l'urgence, le vice-ministre sud-coréen de la pêche, Song Sang-keun, a annoncé jeudi 29 juin la mise en vente, jusqu'au 11 juillet, de 50 tonnes de sel par jour puisé dans les réserves d'urgence. Ce sel sera proposé à un prix inférieur de 20 % aux prix du marché.

Difficile de dire si cela suffira alors que l'opération à la centrale nucléaire de Fukushima (nord-est du Japon) doit commencer cet été. Elle se traduira par le déversement dans un premier temps de 1,25 million de tonnes d'eau issu du refroidissement des réacteurs endommagés à la suite du séisme et du tsunami du 11 mars 2011.

Le rejet durera le temps du démantèlement du site, soit une quarantaine d'années. Il est soutenu par l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont le directeur général, Rafael Grossi, est attendu mardi 4 juillet au Japon. La compagnie d'électricité de Tokyo (Tepco, propriétaire de la centrale de Fukushima) affirme que l'eau sera rejetée après un passage dans ses systèmes de filtration par absorption ALPS (« *advanced liquid processing system* »). Le dispositif permet de réduire la présence des nucléides qu'elle contient encore, à l'exception du tritium. L'eau sera diluée pour que le niveau de ce nucléide soit abaissé à un septième des normes fixées par l'Organisation mondiale de la santé pour l'eau potable.

Tournure politique

L'opération suscite pourtant des craintes dans l'Archipel, notamment chez les pêcheurs de Fukushima et des départements voisins, mais aussi à Taïwan, en Chine et, surtout, en Corée du Sud, où les promesses de Tepco et de Tokyo ne convainquent guère. Un sondage de l'institut Gallup révélait le 30 juin que 80 % des Coréens du Sud redoutent les conséquences du rejet de Fukushima. Cette crainte provoque une ruée des consommateurs sur le sel de mer, dont les prix ont bondi de 27 % en juin par rapport à avril. Certains marais salants, comme ceux de Sinan (Sud), ont suspendu leurs ventes.

De quoi embarrasser le gouvernement du président, Yoon Seok-youl, engagé dans un rapprochement avec le Japon qui pourrait se traduire, entre autres, par une levée des restrictions imposées depuis la catastrophe nucléaire aux produits alimentaires importés de la région de Fukushima.

La question a pris une tournure politique puisque le Parti démocrate (PD), principale formation de l'opposition, a soumis à l'Assemblée nationale un projet de résolution exigeant l'abandon par le Japon du projet de déversement des eaux. Il demande le dépôt d'une plainte auprès du Tribunal international du droit de la mer.

Preuve de la sensibilité du dossier, le ministère des océans et des pêches a immédiatement réagi aux propos tenus par Suh Kune-yull, ancien professeur au département d'ingénierie nucléaire de l'université nationale de Séoul, en mai sur la chaîne YTN. Il avait affirmé que les eaux de Fukushima pourraient se répandre dans la mer de l'Est (mer du Japon) dans les cinq à sept mois suivant le début du déversement en raison des courants marins, et que les navires japonais pourraient déverser leurs eaux de ballast contaminées lors des escales dans les ports sud-coréens.

« Propagande non scientifique »

Le Parti du pouvoir populaire (PPP au pouvoir) ne cesse de vilipender l'attitude du PD, lui reprochant d'attiser la peur en utilisant des expressions provocatrices, telles que « *terrorisme nucléaire* ». D'après le PPP, le public sud-coréen ne devrait pas être trompé par une « *propagande non scientifique* ».

La posture gouvernementale va jusqu'à nuancer le risque de pénurie du sel et à attribuer la hausse des prix aux fortes pluies à l'origine d'une baisse de la production nationale, plutôt qu'à la peur du rejet de Fukushima.

Soucieux de rassurer les consommateurs, le ministère des pêches effectue toutefois chaque mois depuis avril des tests dans dix marais salants. « *Au moment de l'accident nucléaire de Fukushima, des tests avaient été effectués 286 fois et, même à ce moment-là, aucune substance radioactive n'avait été détectée dans notre sel de mer* », a-t-il rappelé. Entre juillet et la fin de l'année, le gouvernement prévoit de mener des inspections dans 150 marais salants, qui représentent 50 % de la production nationale de sel. Et le ministre des pêches, Cho Seung-hwan, écume les marchés aux poissons, pour « *empêcher la diffusion de fausses informations et de rumeurs infondées sur les eaux de Fukushima* ».

Philippe Mesmer(Tokyo, correspondance)